

LES EMPLOYÉS DU GRAND HÔTEL D'ORAN EN GRÈVE DE TROIS JOURS

«Nous voulons nos indemnisations»

Une grève de 3 jours a été lancée, mardi, par le collectif des employés de l'établissement hôtelier le Grand Hôtel, situé au centre-ville d'Oran, et ce, pour réclamer leurs indemnisations promises lors de la signature du protocole d'accord portant sur la privatisation de leur établissement.

Depuis le mois d'août 2007, date de la signature dudit protocole d'accord, les employés du Grand Hôtel attendent toujours de percevoir leurs indemnisations, nous explique M. Bey Ghalem, secrétaire de la section syndicale.

Selon lui, «10% du montant avec lequel l'hôtel a été cédé (environ 50 milliards de centimes) devaient être

attribués aux employés dudit hôtel, en service lors de la transaction, et qui étaient initialement au nombre de 60, sauf que cette close du contrat n'a pas été honorée jusqu'à maintenant».

Il s'agit d'une indemnisation pour départ volontaire, lit-on dans le protocole d'accord qui a été ratifié par les différentes parties concernées. «Nous avons à maintes reprises

adressé des correspondances aux diffé-rentes instances de l'Etat afin de leur expliquer notre problème et solliciter leur intervention dans ce dossier. Ces dernières sont restées lettres mortes.

Seul le Premier ministre a répondu à notre appel en nous orientant vers le ministère de l'Industrie et de la Promotion des investis-sements», et de poursuivre : «Comment se fait-il que nos collègues de l'hôtel Riad de Sidi-Fredj, à Alger, et Es-Selam de Skikda aient reçu leurs indemnisations six mois après la privatisation de leurs

hôtels, alors que les nôtres tardent depuis plus de 2 ans ?»

Les employés dudit hôtel précisent que ce débrayage a été entamé pour protester contre le silence de l'EGTO (entreprise de gestion touristique ouest) et de SGP Gestour et que ça n'a rien à voir avec le nouveau acquéreur de l'hôtel, de même qu'ils expliquent que le service minimum sera garanti, jusqu'au jeudi soir, date de la fin de cette protestation.

Ben Aziz

TIZI-OUZOU

Fermeture de l'APC d'Ath-Zikki : le maire saisit les villages

Le torchon brûle entre l'exécutif communal d'Ath-Zikki, à sa tête le P/APC, et le village Iguer-Mahdi qui a procédé à la fermeture du siège de l'APC depuis le 13 octobre dernier pour dénoncer «la marginalisation» dont il affirme faire l'objet (voir l'édition du 17 octobre).

Sortant de sa réserve habituelle, le P/APC a adressé une déclaration, dont copie a été remise à notre rédaction, dans laquelle il a asséné ses vérités concernant les attaques frontales dont il se dit faire l'objet de la part des manifestants, «dans le souci d'informer la population» sur les tenants de cette affaire.

La déclaration, est-il noté, fait suite aux affichages dans les cafés, les rues et en dehors du territoire de la commune, en sus de la publication d'articles de presse, par le comité de village dans lesquels il est accusé de tous les maux, lit-on dans la déclaration.

Affirmant en aparté que ce village est le mieux servi de Kabylie en termes de PCD, le P/APC égrène les différents projets dont aurait bénéficié le village protestataire.

A commencer par son inscription dans le cadre du projet d'amélioration urbaine pour une enveloppe dépassant les 17 milliards de centimes. Dans le cadre des PCD 2009, la déclaration cite la réfection

de la conduite AEP sur 1000 ml pour un montant de 1 707 000 DA. En projets sectoriels (PSD) alloués par la wilaya, Iguer-Mahdi a bénéficié de la 3^e tranche pour la réalisation du réseau de distribution AEP pour 1 212 599,70 DA ainsi que la réfection et l'aménagement de sources pour 1 438 632 DA.

En 2008/2009, il en ressort dans la déclaration que, suite à la réalisation du chemin du chef-lieu vers Boukhiar en béton bitumineux (500 m au village Iguer-Mahdi) du projet 2007 (revêtement en tricouche L'Hara Bwada sur 1200 ml), 300 ml seront réalisés en tricouche à partir du chef-lieu, le reste a été restructuré en dallage de ruelles du village, environ 500 ml ont été réalisés côté bas du village vers la placette et le bas quartier. Cela en attendant le dallage vers le village en amont.

Ce qui a permis d'atteindre l'impact du projet proposé par l'ancien comité, poursuit la déclaration, qui énumère également la réalisation de bornes-fontaines, et une décharge publique dont le ramassage des ordures est assuré par la commune.

Dans le cadre des intempéries, 250 m d'assainissement et 400 ml de caniveaux ont été réalisés par l'APC qui a équipé la placette publique de cinq bancs. En AEP,

le village a bénéficié de l'aménagement de deux captages et de la réalisation du réseau de distribution, 3^e tranche, pour l'achèvement de l'étude du réseau.

Par ailleurs, 1 000 ml de tuyauterie en PEHD ont été requis en remplacement de l'ancienne conduite en acier enrobé. Le nettoyage du cimetière et des caniveaux dans le cadre du DAIP ont également été évoqués dans la déclaration du P/APC qui invite les villages à chercher la faille dans sa gestion en posant la question : «Où est cette politique de marginalisation, de clanisme, de villagisme, d'exclusion et de répression... dont souffre le village Iguer-Mahdi ?» S'interrogeant sur les raisons «des attaques gratuites» dont il affirme faire l'objet, il poursuit :

«Où est cette oligarchie ? Qui sont ces copains ? Qui est cette famille qui a accaparé toutes les richesses de la commune ?» «Si c'est le cas, il faut les dénoncer et les ester en justice», conclut-il en soutenant mordicus : «Nous avons la conviction d'avoir fait au mieux notre travail, au mieux de nos moyens pour améliorer la qualité de vie des citoyens d'Iguer-Mahdi au même titre que tous les autres citoyens du village.»

S. Hammoum

GUELMA

Circulation automobile : la galère !

Les habitants de Guelma sont contraints de subir les embouteillages, un fléau qui va crescendo au fil des années.

Chaque jour, un flot interminable de voitures qui se déplacent au ralenti avec à bord des conducteurs dans un état hystérique. La ville est malmenée par ces bouchons, ses infrastructures routières ne répondant plus aux besoins de la croissance sociale. Des bouchons d'enfer bousculent le quotidien des Guelmis. Certes, on est encore loin des problèmes des grandes villes d'Algérie où le calvaire de la circulation devient traumatisant, mais au train où vont les choses, on y arrive, ce qui préoccupe la population.

Malgré la présence des agents de la circulation, aux heures de pointe, différents

axes de la ville de Guelma deviennent infréquentables, particulièrement au niveau des boulevards du Volontariat, et du 1^{er}-Novembre.

Les véhicules pris dans ces bouchons, moteurs non coupés, consomment excès-sivement de carburant, polluent

l'atmosphère et affectent la santé des riverains et des passants.

Ces encombrements dans lesquels on s'engluie et qui transforment les grandes artères en parc de stationnement durant de longues heures ne sont pas liés uniquement à une augmentation vertigineuse du

parc automobile de la ville, mais aussi à l'absence de dispositions efficaces dans l'usage des artères : les travaux anarchiques et inachevés des voies publiques, et les pannes fréquentes et prolongées des feux tricolores. Les autorités municipales sont interpellées à plus d'un titre.

Didine G.

Bousculade matinale à la grande poste

En période de versement de salaires et de mensualités de retraite, des vieux pensionnaires prennent d'assaut l'entrée principale de la grande poste.

A l'ouverture des portes, c'est la bousculade de tous les dangers surtout quand il s'agit de sujets âgés, à bout de force. Les gens sont crispés ; ils envisagent une longue et pénible queue avant d'arriver à l'agent payeur. Le

comble pour certains, c'est quand ils s'aperçoivent, après avoir subi tout ce clavaire, que leur compte n'a pas encore été alimenté et on peut facilement imaginer ce que cela engendre comme désagrément pour ces personnes âgées. L'appel est lancé à l'administration de la poste pour trouver une solution afin de soulager ces habitués.

D. G.

TLEMCCEN 64 milliards pour la rénovation de l'hôtel les Zianides

L'hôtel les Zianides aura un nouveau visage. Cet établissement hôtelier, classé 4 étoiles depuis son inauguration au début des années 1970, a été réalisé dans le cadre du plan spécial.

N'ayant jamais fait l'objet d'une quelconque opération de rénovation, et ce, malgré son importance tant sur le plan touristique qu'économique au niveau de l'ouest, les Zianides sera entièrement relooké. Il présentera un nouveau visage sur le plan architectural (arabo-mauresque). Pour ce faire, une importante délégation conduite par le directeur général des Beaux-Arts se trouve dans la capitale des Zianides.

D'autre part, ce joyau architectural sera fin prêt pour accueillir les délégations étrangères en 2011, année qui consacrera «Tlemcen, capitale de la culture islamique». Les travaux sont en cours pour la réalisation d'une grande salle de conférences dans la partie nord de l'hôtel.

Celle-ci, d'une capacité de 400 places, présente toutes les commodités ; elle comprend un business-center, un hall d'accueil et de banquet, un sous-sol, des bureaux au niveau de l'inter-sol et un grand parking.

Lors de sa dernière visite de travail à Tlemcen, la ministre de la Culture, M^{me} Khalida Toumi, avait assuré que tout sera fait pour «la mise à niveau» afin que la ville d'art et d'histoire puisse accueillir les délégations des 49 Etats du monde musulman.

Les responsables de l'EGTT sont prêts à relever le défi pour 2011. L'inquiétude vient de la situation des médinas qui vivent dans l'oubli, leur réhabilitation est l'affaire des élus. Espérons que cet important événement sera salutaire pour El-Medress, Rhiba et Sid El-Mazouni.

M. Zenasni

SIDI-BEL-ABBÈS Les habitants des 314 logements dénoncent

Les habitants des 314 logements, sis au Rocher, à Sidi-Bel-Abbès, protestent ces jours-ci contre la détérioration de leur cadre de vie en saisissant les médias pour faire plus de bruit et attirer l'attention des autorités compétentes à l'approche de la saison hivernale.

Les protestataires évoquent l'amoncellement des ordures au niveau des décharges sauvages, l'éclatement des conduites d'eaux usées au niveau de certaines artères de la cité, l'état défectueux des routes qui seront impraticables dès les premières gouttes de pluie, le manque de trottoirs, les mauvaises odeurs, le concert des navettes des semi-remorques d'une usine. «Tous ces désagréments ont fini, disent-ils, par nous indisposer et rendre notre quotidien plus difficile, c'est pourquoi nous appelons M. le wali à prendre en compte nos doléances».

A. M.